

## Quatre mesures pour sauver l'euro

Il est vraisemblable que nous n'avons pas connu de situation aussi grave et complexe depuis 1929. Ce qui se profile est plus difficile à gérer que ne le furent la crise des subprimes et celle de Lehman Brothers, parce que s'y mêlent, des deux côtés de l'Atlantique, des considérations géopolitiques tout aussi importantes que traditionnelles d'une crise de surendettement.

La situation est grave pour l'Europe, mais aussi pour le reste du monde. Car qui pourrait imaginer que le ralentissement de la croissance mondiale ne s'accélérait pas de manière significative si les marchés, confrontés à une incertitude inégalée, plongeaient ? D'où l'importance de la réunion du jeudi 21 juillet qui, souhaitons-le, devrait arriver à exprimer la volonté de la zone euro de traduire ses engagements dans les faits.

Car là est le paradoxe. Les gouvernements de la zone ont en effet annoncé un engagement sans précédent, ce qui est une initiative positive, mais dont l'Union européenne perd le bénéfice par la difficulté à passer de l'intention à l'acte. C'est la raison pour laquelle il nous semble que les quatre propositions suivantes permettraient de conjurer les menaces réelles sur l'existence de l'euro. Il s'agit en fait plus de politique que de mesures techniques : ce qui est en jeu, c'est un conflit sans merci entre une partie des acteurs des marchés et les Etats européens.

Les premiers ont pour volonté explicite et rationnelle de faire disparaître la monnaie européenne sans prendre en compte les conséquences dramatiques qui en découleraient. Parce que le fameux effet de domino jouerait à l'échelle mondiale, et sur l'économie réelle (croissance et emploi) : défaut de la Grèce, crise de confiance en l'euro, hausse des taux d'intérêt en Europe et ralentissement brutal de la croissance, contre-coup aux Etats-Unis déjà affaiblis par l'endettement public et le psychodrame entre le président et le Congrès à propos du relèvement du plafond de cet endettement, finalement ralentissement significatif de l'économie mondiale avec des pays émergents dont l'acti-

### Christian de Boissieu

Président du Conseil d'analyse économique

### Jean-Hervé Lorenzi

Président du Cercle des économistes

reste très tournée vers les exportations.

C'est cela qu'il faut éviter, en prenant des décisions immédiates et en s'engageant sur des mesures à six mois, car il faut du temps pour les mettre en œuvre. La première décision à prendre a été évoquée par le Cercle des économistes il y a quelques jours et par le commissaire chargé des services financiers, Michel Barnier.

Il s'agit d'interdire la notation des agences sur les dettes souveraines pour les pays qui font l'objet d'un plan de soutien. A bien

« Ce qui est en jeu, c'est un conflit sans merci entre une partie des acteurs des marchés et les Etats européens »

réfléchir, il y a là une évidence et l'affirmation du primat des décisions de gouvernements élus sur des acteurs techniques. Mais comme cela n'est pas aisé, il faut demander au Fonds monétaire international qui est déjà prêt et légitime à fournir ses propres appréciations sur la Grèce ainsi que sur les autres pays en risque.

La deuxième mesure, en réalité déjà mise en œuvre mais de manière peu explicite, consiste à faire de manière massive et temporaire un *quantitative easing* à l'eurozone. Selon cette formule, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds

européen de stabilité financière interviendraient sur les obligations grecques sur le marché primaire, comme sur le marché secondaire, ou en prêtant à la Grèce de quoi racheter sa propre dette. La mesure n'a rien d'original. C'est le fait de lui donner l'ampleur et la publicité voulues qui permettra de lutter contre des mouvements spéculatifs incontrôlés. Tout cela pourrait être fait rapidement. Les autres mesures sont, elles aussi, assez simples, mais supposent un travail préalable de quelques mois.

L'annonce d'un calendrier précis les concernant appuierait la résolution sans faille de défendre la monnaie européenne. L'idée d'un ministre des finances européen a été évoquée par le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, mais elle soulève des débats byzantins sur le fédéralisme dont il est impossible de sortir de manière rapide et consensuelle. Aussi, à court terme, il nous faut un chef des forces économiques de la zone euro capable de réagir heure par heure aux évolutions d'une situation dont l'issue est encore bien incertaine. En réalité, nous avons besoin d'une personnalité dont le Conseil jugerait que l'autorité est suffisante pour pouvoir proposer des réactions de marché en temps réel.

La quatrième mesure, elle aussi, est plus simple qu'il n'y paraît. Il faut annoncer que la zone euro émettra des euro-obligations (eurobonds) permettant de disposer d'un trésor de guerre pour s'imposer face à une spéculation brutale, mais aussi de financer des projets de croissance dont l'UE a grand besoin. C'est d'un discours politique, réaliste et pragmatique que nous avons besoin. Les euro-obligations seraient la marque d'une solidarité réelle et limitée, qui ne déresponsabilise pas pour autant les pays membres.

Mais ce serait également la façon de mobiliser l'importante épargne privée disponible dans l'UE pour relancer la croissance dans une période où les Etats vont devoir réduire leur train de vie. La situation est difficile, mais quelques mesures claires, explicites et réalistes sont le seul moyen de retrouver la confiance et de gagner un conflit mal engagé. ■

## Monnaie européenne : une responsabilité conjointe et solidaire

L'urgence à laquelle sont confrontés les Etats membres de la zone euro appelle un changement de paradigme.

L'heure n'est plus à la coordination, pour cela il est trop tard. L'enjeu actuel est de sauver l'euro, et donc l'Union européenne elle-même, de sauver l'épargne des Européens et leur modèle social. Nous avons besoin d'un saut qualitatif dans la prise de décision politique, d'une prise de conscience pour dépasser les intérêts nationaux de court terme, le trop peu, trop tard.

Les solutions techniques que la chancelière allemande Angela Merkel attend avant le Conseil européen du 21 juillet sont utiles, mais elles cachent mal la difficulté à franchir ce pas politique nécessaire. La crise est pourtant née de l'abandon du politique face à l'expertise des banques, des agences de notations et des marchés.

Pendant longtemps, les gouvernements ont démissionné devant la technicité de la régulation financière et de la gouvernance économique. Seul un retour de la vision et de la détermination politique, dont avaient su faire preuve le chancelier Helmut Kohl et le président François Mitterrand, permettra de sortir de la crise actuelle.

Lorsque la crise de liquidité du secteur bancaire a éclaté, à l'été 2007, les gouvernements ont laissé les experts, à savoir les

### Pervenche Berès

Députée européenne (PS), rapporteur de la commission spéciale crise du Parlement européen

banques centrales, gérer la situation. Ce n'est qu'à l'automne 2008, lorsque la crise s'est aggravée et transformée en crise de solvabilité, avec la menace de répliques de la chute de la banque américaine Lehman Brothers, que les pouvoirs publics ont pris conscience des enjeux. Ils ont alors tout mis en œuvre pour sauver, sans conditions, les banques, faisant voler en éclats plus d'un dogme et innovant avec des solutions techniques jamais vues auparavant.

#### Dans le déni

Nous sommes aujourd'hui au même point de rendez-vous. La phase durant laquelle l'Eurogroupe a laissé la Banque centrale européenne en première ligne pour gérer la crise de la dette souveraine n'a que trop duré. Comme à l'automne 2008, les responsables politiques doivent prendre des décisions, si peu orthodoxes soient-elles, pour sauver l'euro. Cette fois, ils devraient le faire en mettant sous

contrôle les banques et leurs pratiques.

Est-il supportable qu'au sein de la zone euro, l'exercice de la solidarité soit plus contraint qu'à l'extérieur ? La Hongrie, la Lettonie et la Roumanie ont été en droit, fort heureusement, de bénéficier d'un programme d'aide de l'Union européenne en association avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale à des taux d'intérêt neutres, mais la solidarité entre les membres de la zone euro peut faire l'objet d'un veto et se payer.

Les Européens sont coupables d'avoir vécu dans le déni, dans l'idée qu'une monnaie commune pouvait se passer de pilotage de la politique économique. Les gouvernements, qu'ils soient en déficit ou en excédent, n'ont pas pris la mesure de leur coresponsabilité au regard de leur monnaie. Ils doivent aujourd'hui collectivement surmonter la crise. Cela suppose de la confiance mutuelle, qui a malheureusement pâti ces derniers mois d'hésitations et de cacophonie.

La réalité, c'est qu'une monnaie unique conduit à une responsabilité conjointe et solidaire. Elle a besoin de règles qui ne peuvent pas être seulement restrictives et rigides, partant de l'idée qu'il suffit que chacun garde sa maison en ordre. Elle a aussi besoin d'un pilote et de solidarité, c'est-à-dire d'union politique et de transferts. Il est temps que les Européens le comprennent. ■

**Chardonneret** L'oiseau qui figure sur la photo illustrant l'article « Le massacre illégal d'oiseaux sauvages, une pratique très répandue en Europe », (*Le Monde* du 19 juillet) n'est pas un pinson, comme nous l'avons écrit, mais *Carduelis carduelis*, un chardonneret élégant.

## A quand des « stress tests » pour la Banque centrale européenne ?

Tout va bien. Au moins pour les banques. C'est ce que les tests de résistance, « stress tests » diligentés par l'Autorité bancaire européenne révèlent. Nos banques sont solides. Les déposants peuvent leur faire confiance et les investisseurs souscrivent à leurs augmentations de capital. Circulez : il n'y a rien à voir. La réalité est pourtant bien autre. La publication de ces tests révèle le mensonge de ceux qui les accèdent et la puissance du lobby bancaire.

Sans entrer dans le détail des chiffres, il faut savoir que l'Autorité bancaire européenne, dans ce qu'elle appelle le scénario du pire pour évaluer la situation des banques testées, a tout simplement écarté l'hypothèse de défaillance d'un Etat souverain. Grâce à ce test taillé sur mesure pour l'industrie bancaire, seulement huit banques ont échoué et le montant total du capital à lever par ces dernières pour se renflouer est de 2,5 milliards d'euros. Ce chiffre est à mettre en rapport avec les plus de 100 milliards d'euros de dettes souveraines grecques, portugaises et irlandaises portées par les banques européennes et dont plus personne de sérieux n'imagine le remboursement total... sauf l'Autorité bancaire européenne.

S'il est une vérité partagée en ce temps de crise, c'est que la confiance est le fondement de notre système économique, confiance dans l'avenir certes mais confiance également dans les dirigeants. Or le peu qui pouvait rester de cette dernière finit par disparaître. Nul ne peut mettre en doute l'intelligence de la grande majorité de nos gouvernants. Il est également difficile d'imaginer qu'ils pensent que les déficits accumulés par les Etats et ceux qui continuent à s'amonceler vont s'évaporer par la seule action du temps et l'augmentation des impôts.

La question est donc d'essayer de comprendre pourquoi ils s'enferment dans le déni public de réalité et, maintenant, le mensonge économique. Quatre hypothèses peuvent être formulées qui ne sont pas exclusives les unes des autres.

La première hypothèse est qu'il est difficile pour chacun de reconnaître ses erreurs et de sortir d'un mensonge, surtout quand on n'existe que par la confiance sollicitée. L'histoire est rare de dirigeants retournant devant leurs électeurs en disant : « je me suis trompé » ou « je vous ai menti ». Le système démocratique touche ses limites avec le droit au renouvellement des mandats électifs.

La seconde hypothèse – rarement évo-

### Didier Salavert

Fondateur et porte-parole d'Alternative libérale

quée par respect des institutions – est que ces mêmes dirigeants sont incompetents. Après tout, aucun examen d'aptitude technique n'est demandé pour accéder aux plus hautes fonctions politiques. Or, on est tout simplement effaré parfois – lors de conversations privées – de l'ignorance totale de ceux auxquels ces fonctions sont confiées, sur des sujets qui relèvent pourtant de leur domaine d'action.

La troisième hypothèse est celle de la fuite en avant. C'est un réflexe humain face à l'horreur d'une situation à venir d'en nier la réalité ou d'espérer le miracle. Le fameux aphorisme du président Queuille « *Il n'y a pas de problème qu'une absence de solution ne puisse résoudre* »

« La publication de ces tests révèle le mensonge de ceux qui les accèdent et la puissance du lobby bancaire »

trouve là son application extrême.

La quatrième hypothèse, enfin, est celle de la collusion entre les Etats et le système bancaire. Il est très vraisemblable que l'histoire économique de la période actuelle révélera cette formidable entente. L'engrenage de celle-ci est relativement simple :

1. Des Etats incapables de satisfaire les promesses qu'ils ont faites (Etat-providence) ; 2. Fuite en avant par la création monétaire ; 3. Système bancaire prenant le contrôle de la création monétaire ; 4. Etats otages du système bancaire.

L'Autorité bancaire européenne ayant failli à sa mission de transparence, nous savons maintenant que ce n'est pas le système bancaire qui va assumer les pertes des Etats mais les contribuables (par l'augmentation des impôts) et tous les citoyens (par l'inflation). Les Etats vont sauver leurs complices. Décidément, il n'y a pas de morale dans l'économie « régulée ». Une dernière remarque pour ceux qui ont encore gardé un peu d'esprit critique : pourquoi pas de stress test pour la Banque centrale européenne ? ■

## Notre énorme dette vis-à-vis de la Grèce

C'est entendu, la Grèce, par la faute de dirigeants incompetents ou malhonnêtes et d'une administration et d'une classe dirigeante corrompues, s'est mise dans une situation de vulnérabilité qui affaiblit la construction européenne. Il est donc normal qu'on lui demande d'apurer sa dette. Très bien.

Cela dit, ne conviendrait-il pas de réfléchir aussi à la dette due à la Grèce ?

Il y a vingt-cinq siècles, les Grecs avec *L'Odyssée* et *L'Iliade* ont donné deux livres sans lesquels toute bibliothèque est incomplète. Platon et Aristote nous ont donné les bases d'une philosophie qui n'a cessé d'inspirer la nôtre, Archimède et Pythagore les bases de certaines branches de nos mathématiques, Hippocrate les fondements de la déontologie médicale, Périclès et Solon les fondements de la démocratie, dont nous croyons à tort ou à raison qu'elle peut faire régner la paix dans le monde.

Quant à la mythologie hellénique, elle a inspiré d'innombrables chefs-d'œuvre aux artistes de notre Renaissance. Et, enfin, nombreux sont aujourd'hui les chercheurs en sciences et techniques nouvelles qui puisent dans la langue grecque les noms à donner à leurs nouvelles discipli-

### François de Rose

Ambassadeur de France

nes. Il y a vingt-cinq siècles que les Grecs nous ont donné toutes ces leçons. N'y a-t-il pas là un capital acquis que nous aurions mauvaise grâce à oublier ?

Alors, pourquoi ne pas donner à la Grèce un crédit capable de compenser les (misérables...) 200 ou 300 milliards d'euros qu'elle a dilapidés ? On nous dira qu'il y aurait là un précédent dangereux. D'accord. Encore que l'on ne voit pas quel pays serait en mesure de présenter un capital comparable dont nous lui serions redevables.

Ce sont là propos et divagations paradoxales d'un vieillard qui vient de franchir le vingt-cinquième centenaire qui le sépare de Périclès. Il n'en demeure pas moins qu'il y a quelque chose de choquant dans un tel bilan à négliger la dette d'un seul des ayants droit, de celui enfin qui nous a donné le mot grec « atome » qui renferme, pour le meilleur ou pour le pire, soit la solution à nos problèmes d'énergie, soit une menace pour notre civilisation ou peut-être notre espèce. ■

## Rectificatifs & précisions

**Tour de France** Dans la double page « L'Œil du Monde » (*Le Monde* du 14 juillet), l'infographie intitulée « Les records d'ascension dans trois cols d'arrivée du Tour de France » comporte une erreur. Lors du Tour de France 1986, Bernard Hinault et Greg LeMond ont gravi l'Alpe-d'Huez en 48 minutes, et non pas

en 37 minutes et 40 secondes, comme indiqué.

**Hongrie** Contrairement à ce que nous avons écrit dans l'éditorial consacré à la Hongrie (*Le Monde* du 17-18 juillet), Miklos Horthy était amiral et non pas maréchal, comme indiqué par erreur.

48a

27 NOVEMBRE 2010 Pancartes à l'effigie de Brian Cowen et Brian Lenihan, alors premier ministre et ministre des finances irlandais, lors d'une manifestation à Dublin.



4 FÉVRIER 2011. David Cameron, Georges Papandréou, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel lors du sommet des dirigeants européens, à Bruxelles.



31 MAI 2011 Caricatures de José Socrates, alors premier ministre du Portugal, et de son successeur, Pedro Passos Coelho, alors leader de l'opposition, à Lisbonne.

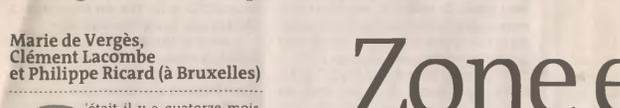


1er JUIN 2011 Un homme passe devant le campement de « Los Indignados » installé place de la Puerta del Sol, à Madrid.

29 JUIN 2011 Affrontements entre manifestants et la police grecque devant le Parlement, à Athènes.



17 JUIN 2011 Les nouveaux ministres grecs prêtent serment au palais présidentiel, en présence du premier ministre, Georges Papandréou.



29 JUIN 2011 Silvio Berlusconi. L'Italie est à son tour touchée par la crise.



En mai 2010, on croyait la monnaie unique sauvée grâce au plan imaginé par le FMI et Bruxelles. Il n'en était rien. Retour sur un an de négociations, de petites rancœurs et de mauvais calculs

Marie de Vergès, Clément Lacombe et Philippe Ricard (à Bruxelles)

# Zone euro La tentation du vide

C'était il y a quatorze mois. Une éternité. En mai 2010, l'euro est sauvé, croit-on dans les capitales européennes. L'arme atomique a été dégainée par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) : 110 milliards d'euros pour sauver la Grèce de la faillite et une enveloppe de 750 milliards pour empêcher, si besoin, la contagion aux autres « maillons faibles » de la zone euro. Oublié le spectre d'une explosion de la monnaie unique. C'était le temps où le ministre des finances grec George Papakonstantinou sillonnait l'Europe à la rencontre des investisseurs : son pays, assurait-il, pourrait recommencer à emprunter sur les marchés financiers dès 2011. Sauf que rien ne s'est passé comme prévu. Les chefs d'Etat et de gouvernement devaient se réunir à Bruxelles, jeudi 21 juillet, pour un énième sommet de la dernière chance. Avec à nouveau dans toutes les têtes la menace d'un éclatement de l'euro.

## 18 octobre 2010 A Deauville, le feu aux planches

Un homme et une femme sur les planches de Deauville, comme dans le film de Lelouch... Réunis dans la station balnéaire pour parler sécurité avec le président russe Dmitri Medvedev, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel s'isolent un instant pour remonter à deux, dans les brumes de l'automne... la promenade chic du bord de mer. L'objectif : reconcilier le vieux couple franco-allemand, déchiré par la crise grecque. Retraché derrière la clause de non-assistance financière inscrite dans les traités, la chancellerie avait longtemps renoncé à toute aide aux pays de la zone euro en difficulté. Avant de céder une première fois en mai 2010 pour aider la Grèce aux abois.

A Deauville, M<sup>me</sup> Merkel et M. Sarkozy trouvent un arrangement pour graver dans le marbre la solidarité improvisée en faveur d'Athènes : le mécanisme d'aide créé dans l'urgence d'un week-end de mai 2010, dans la foulée du premier plan d'aide à la Grèce, perdurera certes après sa date initiale d'extinction, en 2013 ; mais en échange le pacte de stabilité, qui encadre les politiques budgétaires des Etats membres de la zone euro, sera renforcé. Tout d'abord, la chancellerie impose à M. Sarkozy l'idée d'une « contribution des créanciers privés » si jamais un pays venait à solliciter l'aide de ses partenaires. Une option jusqu'alors écartée, destinée à calmer l'opinion publique allemande. Son raisonnement : « Ceux qui gagnent de l'argent en pratiquant des taux élevés doivent aussi supporter les risques... » En clair, tous les fonds, banques et autres assureurs qui prêtent de l'argent aux Etats européens pourraient à l'avenir ne pas récupérer l'intégralité de leur mise. Un tel « événement de crédit », dans le jargon des financiers, n'aurait rien d'inédit : la Grèce, par exemple, n'a-t-elle pas déjà fait défaut à cinq reprises depuis son indépendance en 1829, passant la moitié de son temps à restructurer ou renier sa dette ? Mais dans l'histoire récente, ces restructurations restaient circonscrites à des pays émergents comme l'Argentine ou la Russie... Il s'agirait d'un précédent inédit au sein de l'Union monétaire, douze ans après sa création. De quoi affoler les mar-

chés, comme s'en inquiète Jean-Claude Trichet. Ulcéré par le pacte franco-allemand, le patron de la Banque centrale européenne (BCE) prend à partie M. Sarkozy dix jours plus tard lors d'un conseil européen : « Vous ne vous rendez pas compte de la gravité de la situation. » Et de se faire sèchement rabrouer par le président français. Mais M. Trichet a vu juste : les investisseurs s'estiment lâchés, se débarrassent de toutes les dettes suspectes, et réclament des taux d'intérêt de plus en plus élevés pour financer les Etats les plus fragiles... Déjà vacillante à cause de ses banques en grandes difficultés, l'Irlande est étonnée. Le 21 novembre, la voilà contrainte d'appeler à l'aide. Une issue fatale au gouvernement de Brian Cowen, qui perdra les élections de février 2011. Symbole des années fastes où il est le « Tigre celtique » sur fait sur la bulle immobilière, la banque Anglo Irish Bank est rebaptisée « Anglo Toxic Bank » par la rue. Les travaux de son nouveau siège majestueux, en plein cœur de Dublin, resteront inachevés...

12 février 2011 Loterie, marinas... : la Grèce à vendre Des députés allemands avaient été les premiers. En mars 2010, dans les colonnes du tabloïd Bild, ces élus conseillaient aux Grecs « fauchés » de céder quelques-uns de leurs 6 000 îles pour rembourser leurs dettes. Mykonos ? Patmos ? Et pourquoi pas l'Acropole tant qu'on y est, leur répliqua Athènes, outré ! Moin d'un an plus tard, la réalité rejoint presque la fiction. Le 12 février, la « troïka » - cette délégation du FMI, de la Commission et de la BCE, chargée de surveiller la bonne application du plan d'austérité imposé en échange d'une aide financière - achève sa troisième visite en Grèce. L'heure n'est plus aux échanges d'amabilités et aux congratulations. Le ton est sec, le verdict sévère : les caisses se remplissent trop lentement. Pour tenir ses objectifs, Athènes doit mettre les bouchées doubles. Une seule option pour réduire plus vite la dette : mouliner le programme de privatisations. La trou-caille un chiffre : 50 milliards d'euros. Sept fois le plan initial ! Le gaz, l'électricité, l'eau d'Athènes et de Thessalonique, la loterie, les hippodromes, des ports, des aéroports, des marinas... La liste s'allonge, encore et encore. « La Grèce à vendre », titrent les quotidiens hellènes. Le représentant de la Commission, Servaas Deroose, croit bon de suggérer à Georges Papandréou, le premier ministre grec, de « rétrocéder » des plages pour développer le tourisme... Le climat entre Athènes et ses créanciers tourne à l'affrontement. Disparu, le bon élève qui met en place ses réformes du tabloïd Bild, ces élus conseillaient aux

## 3 mai Au Portugal, 78 milliards à la mi-temps d'un match

Rien de mieux que le football pour s'adresser au plus grand nombre. A fortiori une demi-finale de la Ligue des champions entre Barcelone et le Real Madrid. Avec son intervention télévisée calée à la mi-temps du match, José Socrates s'assure ainsi, ce 3 mai, une audience maximale pour présenter le plan d'aide de 78 milliards d'euros que le Portugal vient de parachever avec l'UE et le FMI. Car, pour le premier ministre socialiste, l'enjeu est de préparer la population à de nouveaux sacrifices, mais aussi limiter la déroute annoncée lors des élections législatives imminentes. Longtemps, le pays a renoncé à solliciter toute aide extérieure. Injuste, forcément injuste : ici, pas de maquillage industriel des comptes publics comme en Grèce, pas de frénésie immobilière alimentée par des banquiers pousse-au-cri-me comme en Irlande... Et les interventions passées du FMI, en 1977 comme en 1983, ont laissé un profond sentiment d'amertume. Alors le pays a traqué la moindre dépense superflue : un plan de rigueur, un deuxième, un troisième... Même les autoroutes ultramodernes ont

été rendues payantes. Peine perdue : le déficit public a atteint 9,1% du PIB en 2010, la dette 93%, et les taux des emprunts portugais s'envolent. La faute à une croissance désespérément molle depuis une décennie. Même le Brésil, l'ancien colonisé, en pris pitié de son ex-figure tutélaire : en visite à Lisbonne, la présidente Dilma Rousseff s'est dite prête à acheter de la dette portugaise... Mais le quatrième plan d'austérité en un an voulu par M. Socrates s'est révélé fatal. Rejeté par le Parlement le 23 mars, il a poussé le pays politique à accélérer l'inéluctable : l'appel à l'aide de l'Europe et du FMI. La population s'est de toute façon peu à peu résignée, se laissant convaincre qu'elle avait vécu bien au-dessus de ses moyens malgré un salaire minimum plafonnant à 485 euros par mois. Le pays a certes connu ses premières grèves générales depuis son indépendance en 1974, mais point de climat quasi-insurrectionnel comme en Grèce. Le 5 juin, au moment de voter, les Portugais n'ont guère d'alternative : le futur programme économique a été ficelé par l'UE et le FMI, leur seul pouvoir est de décider qui appliquera ce plan d'austérité. Ils choisissent alors l'alternance, en portant au pouvoir le parti de centre droit PDS de Pedro Passos Coelho. Mais 41% des électeurs ne se sont pas rendus aux urnes. Du jamais-vu dans cette jeune démocratie.

## 6 mai Réunion fantôme dans un château luxembourgeois

Il s'est toujours rêvé en pilote de l'Europe et se désole de voir le grand projet de sa vie en déroute. Ce vendredi 6 mai au soir, Jean-Claude Juncker décide de prendre les choses en main. Le patron de l'Eurogroupe, ce club des ministres des finances de la zone euro, convoque une réunion tout secret au château de Senningen, à quelques kilomètres de Luxembourg. Les grands argentiers de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce et le patron de la BCE figurent sur le carton d'invitation. La feuille de route est claire : trouver une issue au cas grec qui menace de très mal se terminer. Plus personne ne croit que le pays puisse revenir sur les marchés l'an prochain. Or le FMI a prévenu : si aucune solution n'est trouvée pour 2012, il pourra « lâcher » les Européens et cesser de verser son obole dès cet été. Il va donc falloir s'atteler à un plan de sauvetage « bis ». Mais comme d'habitude, tout dérape. La réunion « fantôme » est ébruitée par la presse. Des rumeurs folles parties d'Allemagne laissent croire qu'elle visait à examiner la « demande grecque » d'une sortie sine qua non imposée par l'Europe et le FMI à la poursuite de leur aide financière. Dans les capitales européennes, nul ne cache son soulagement. Car le gouvernement Papandréou n'avait jusqu'alors jamais dû autant batailler. Parti le 15 mai de la Puerta del Sol à Madrid, le mouvement des « indignés », ces jeunes précaires refusant de jouer les générations sacrifiées, s'est propagé à la place Syntagma, à Athènes. La violence en plus : bichers, cocktails Molotov, banques prises à partie... Avec comme réplique l'usage massif de gaz lacrymogènes et lances à eau par la police. Le spectre de trois morts dans l'incendie d'une banque lors d'une manifestation en mai 2010, au tout début de la crise grecque, refait brutalement surface. Après un an d'austérité, le pays est plongé dans une profonde déprime : deux mois sont désormais nécessaires pour obtenir une consultation chez un psychiatre, contre deux semaines auparavant... Pas question dès lors d'ajouter encore de la rigueur à la rigueur. Athènes se fait capitale européenne de la fronde contre les banquiers rapaces et les « tontes » imposées par le FMI. Une aubaine pour les euroscritiques. Le 15 juin, le député souverainiste français Nicolas Dupont-Aignan est surpris en train de haranguer la foule, ceint de son écharpe tricolore : « Vive la Grèce libre ! » Acculé, violemment contesté jusque dans son propre camp, M. Papandréou doit se résoudre à nommer au ministère des finances son ennemi juré au sein du Parti socialiste grec, Evangelos Venizelos. L'unité de sa formation, le Pasok, - et le vote par le Parlement du plan de rigueur - passe par ce sacrifice. Tant pis pour M. Papakonstantinou, son brillant ministre des finances tant apprécié à Washington et à Bruxelles. Celui-ci n'a pourtant pas démissionné : pour donner l'exemple, il était allé jusqu'à troquer sa Mercedes contre une Skoda...

## 8 juillet Et maintenant, l'Italie : « Ciao bella »

Le costume est, comme toujours, d'une sobriété parfaite élégance. Assis derrière son pupitre, Mario Draghi se lance dans un exposé très académique. Ce vendredi 8 juillet, le futur patron de la BCE a été convié aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence pour évoquer « la guerre des monnaies ». Le ton est affable, mais le sourire préoccupé. Entre deux conférences, l'Italien s'éclipse. Improvisé un mini-point presse dans le couloir, quelques minutes à peine pour marteler deux messages. D'abord, les banques italiennes sont en bonne santé. Ensuite, le gouvernement à Rome est tout entier engagé dans les efforts de consolidation budgétaire. Pas de questions-réponses, M. Draghi retourne à sa place. L'heure est grave : l'Italie glisse à son tour dans la tourmente financière. La Bourse de Milan s'effondre. Les marchés se rappellent brutalement les faiblesses de la Péninsule : une formidable dette (120% du PIB) à laquelle le Portugal ou l'Irlande n'ont rien à envier, l'un des taux de croissance les plus faibles du monde dit industrialisé et un pouvoir politique en pleine déliquescence. « Ciao bella », annonce en une Spiegel. Empêtré dans des ennuis judiciaires, Silvio Berlusconi reste coi, muré dans sa villa de Sardaigne. Il faut un coup de téléphone agacé d'Angela Merkel pour que le président du Conseil accélère l'adoption d'un plan d'austérité : 47 milliards d'euros d'économies pour un retour à l'équilibre budgétaire en 2014. Mais le mal est fait. La crainte de voir céder la troisième économie de la zone euro a relancé le scénario implacable de la contagion. Au pire moment. Les Européens sont plus divisés que jamais sur les modalités du sauvetage d'Athènes. Chaque sommet se conclut sur la promesse d'une nouvelle rencontre. Pour Herman Van Rompuy, il est temps de briser la spirale. Le président du Conseil décide de convoquer une ultime réunion, si possible dès le 15 juillet. Problème : l'information « fuite » avant d'être officielle. Angela Merkel l'apprend par hasard, elle est ulcérée. Alors que l'incendie fait rage en zone euro, la chancellerie allemande est en déplacement en Afrique. Entre le Kenya, le Nigeria et l'Angola, elle envoie SMS sur SMS aux membres de son cabinet : il faut freiner, voire empêcher la tenue du sommet dans l'immédiat. Pas question d'un nouveau raout qui ne débouche sur rien et où l'Allemagne se retrouve isolée. En réclamer coûte que coûte un partage du fardeau avec les créanciers privés, M<sup>me</sup> Merkel sait qu'elle est loin de susciter l'adhésion de tous ses partenaires européens. Mais Barack Obama décroche son téléphone pour convaincre la chancellerie, et la pression se fait trop forte. La date est fixée au jeudi 21 juillet. La veille, M. Sarkozy et M<sup>me</sup> Merkel se sont retrouvés en tête à tête pour dîner, avant d'être rejoints par M. Trichet, pour rechercher jusqu'à la dernière minute l'introuvable compromis avant le sommet européen, point d'orgue de la crise de la dette. Mais certainement pas son épilogue. ■

Les XXVI<sup>es</sup> Rencontres de Pétrarque à Montpellier

## Penser le populisme

Plutôt que de le traiter par un mépris hautain, il faut prendre au sérieux le phénomène populiste. Il est le symptôme d'un désarroi réel. Pour le surmonter, l'urgence est de réinventer la démocratie

Ce texte est extrait de la « leçon inaugurale » qu'a prononcée Pierre Rosanvallon, lundi 18 juillet, à Montpellier, lors de l'ouverture des Rencontres de Pétrarque, organisées par France Culture et Le Monde dans le cadre du Festival de Radio France.

Il y a deux mots qui se regardent aujourd'hui en chiens de faïence : celui de « peuple » et celui de « populisme ». Il y a le paradoxe d'un terme négatif qui est dérivé de ce qui fonde positivement la vie démocratique. On exècre le populisme alors que l'on exalte le principe de la souveraineté du peuple. Que recèle ce paradoxe ?

Pour éclairer cette question, il faut partir du principe que le peuple est effectivement le principe actif du régime démocratique, mais que c'est une puissance indéterminée. Il y a en effet un écart entre l'évidence d'un principe, la souveraineté du peuple, et le caractère problématique de ce peuple comme sujet.

Caractère problématique en second lieu des institutions et des procédures pour exprimer le peuple. Le système représentatif existe-t-il parce que la représentation directe est impossible dans une grande société ? Ou parce que le système représentatif a des vertus propres par l'obligation qu'il entraîne de délibérer, de s'expliquer en public ? Tout cela n'a jamais été véritablement résolu.

Il faut donc partir de cette double indétermination pour comprendre ces rapports équivoques entre la référence positive au peuple et l'emploi suspicieux de la notion de populisme. La troisième indétermination concerne le fait que le peuple n'est pas simplement un princi-

« Est-ce que le XXI<sup>e</sup> siècle n'est pas en train d'être l'âge des populismes comme le XX<sup>e</sup> siècle avait été celui des totalitarismes ? Est-ce que ça n'est pas la nouvelle pathologie historique de la démocratie qui est en train de se mettre en place ? »

pe commandant, mais qu'il est aussi substance et forme sociale de la démocratie. Il est la figure du commun, la forme d'une société des égaux. Aujourd'hui, nous pouvons dire que le peuple est en crise. Il y a une crise particulière de la représentation. Et d'un autre côté, la société ne fait plus corps, elle est disloquée par les inégalités.

Dans une première approximation, on pourrait dire du populisme ce que Marx disait de la religion. Qu'il est à la fois le symptôme d'une détresse réelle et l'expression d'une illusion. Il est le point de

### Pierre Rosanvallon

Professeur au Collège de France et président de l'atelier intellectuel La République des idées

rencontre entre un désenchantement politique, tenant à la mal-représentation, aux dysfonctionnements du régime démocratique, et la non-résolution de la question sociale d'aujourd'hui.

Le populisme est une forme de réponse simplificatrice et perverse à ces difficultés. C'est pour cela qu'on ne peut pas seulement l'appréhender comme un « style » politique, comme certains le disent, en le réduisant à sa dimension démagogique.

Comprendre le populisme, c'est mieux comprendre la démocratie avec ses risques de détournement, de confiscation, ses ambiguïtés, son inachèvement aussi. Ne pas se contenter donc d'un rejet pavlovien et automatique pour faire du mot « populisme » un épouvantail qui ne serait pas pensé. La question du populisme est en effet interne à celle de la démocratie.

Et on peut se poser là une question : est-ce que le XXI<sup>e</sup> siècle n'est pas en train d'être l'âge des populismes comme le XX<sup>e</sup> siècle avait été celui des totalitarismes ? Est-ce que ça n'est pas la nouvelle pathologie historique de la démocratie qui est en train de se mettre en place ? Avec aussi le danger d'utiliser une notion aux contours pareillement flous.

Le populisme présente quelques traits saillants. On peut d'abord dire que la doctrine de l'ensemble des partis concernés repose sur une triple simplification. Une simplification politique et sociologique : considérer le peuple comme un sujet évident, qui est défini simplement par la différence avec les élites. Comme si le peuple était la partie « saine » et unifiée d'une société qui ferait naturellement bloc dès lors que l'on aurait donné congé aux élites cosmopolites et aux oligarchies. Nous vivons certes dans des sociétés qui sont marquées par des inégalités croissantes. Mais l'existence d'une oligarchie, le fait de la sécession des riches ne suffisent pas à faire du peuple une masse unie.

Autre simplification : considérer que le système représentatif et la démocratie en général sont structurellement corrompus par les politiciens, et que la seule forme réelle de démocratie serait l'appel au peuple, c'est-à-dire le référendum.

Troisième simplification – et elle n'est pas la moindre –, c'est une simplification dans la conception du lien social. C'est de considérer que ce qui fait la cohésion d'une société, c'est son identité et non pas la qualité interne des rapports sociaux. Une identité qui est toujours définie négativement. A partir d'une stigmatisation de ceux qu'il faut rejeter : les immigrés ou l'islam.



Pierre Rosanvallon. DIDIER GOUPY/SIGNATURES

Si l'on estime que le populisme est fondé sur cette triple simplification, surmonter la dérive populiste consiste à réfléchir à la façon de mieux accomplir la démocratie. Nul ne peut prétendre combattre ou stopper le populisme en se contentant de défendre la démocratie telle qu'elle existe aujourd'hui. Pour critiquer le populisme, il est nécessaire d'avoir un projet de réinvention et de reconstruction de cette démocratie. Dans quelle direction ? J'en donne rapidement quelques éléments.

Tout d'abord, partir du principe que, au lieu de simplifier la démocratie, il faut la compliquer pour l'accomplir. Parce que le peuple, nul ne peut prétendre le posséder, nul ne peut prétendre être son unique haut-parleur. Car il n'existe que sous des espèces et des manifestations partielles. Il existe d'abord un peuple arithmétique : le peuple électoral. C'est le peuple qui est le plus fondamental, car tout le monde peut prétendre faire parler le peuple en disant « la société pense que », « le peuple pense que », mais personne ne peut dire que ça est inférieur à 49.

Il y a pour cela une espèce d'évidence de ce peuple arithmétique. Il est le « pouvoir du dernier mot ». Mais le problème est que la définition du peuple ou de l'intérêt général doit englober l'immense majorité de la société et pas simplement sa majorité. C'est pour cela qu'il faut faire appel à d'autres figures. Lesquelles ?

D'abord celle du peuple social, qui s'exprime à travers des revendications liées à des conflits, prend la forme de communautés d'épreuves, se lie à des morceaux d'histoire vécus en commun. Cela peut être aussi celle de cette opinion indistincte et confuse qui, aujourd'hui, existe à travers Internet (car Internet n'est pas un média, mais une forme sociale, sorte de matérialité directe, mouvante). Sa voix doit être entendue.

Il y a encore un troisième peuple qui joue un rôle essentiel : le peuple-principe.

C'est le peuple qui est défini parce que fait les fondements de la vie commune. Ce qui représente ce peuple, c'est alors le droit, les règles fondatrices du contrat social, c'est la Constitution. Il y a enfin un quatrième type de peuple, que l'on pourrait appeler le « peuple aléatoire ». Dans certains cas, il est tellement difficile de le figurer que l'on utilise le tirage au sort, façon de présupposer qu'il est constitué par une équivalence radicale.

L'important est de donner leur place à ces différents peuples : le peuple électoral-arithmétique, le peuple social, le peuple-principe et le peuple aléatoire. Car le peuple est toujours approché. Pour le faire parler, il faut donc multiplier les voix, décliner ses modes d'expression. Il n'y a que dans des circonstances exceptionnelles qu'un peuple parle d'une seule voix ; sinon il faut qu'il y ait polyphonie.

« La démocratie n'est pas simplement un régime de la décision. Elle est un régime de la volonté générale, ce qui se construit dans l'histoire »

D'un autre côté, il faut démultiplier la souveraineté. Il n'y a pas, là non plus, une façon unique d'exprimer la volonté générale. L'expression électorale n'est d'abord qu'intermittente. Et il y a une demande de démocratie permanente. Mais cela ne peut prendre la forme d'une démocratie presse-bouton, même s'il y en aurait aujourd'hui techniquement la possibilité. Car la démocratie n'est pas simplement un régime de la décision. Elle est un régime de la volonté générale, ce qui se construit dans l'histoire. Cela implique

notamment le fait que l'on soumette les gouvernants à une surveillance accrue, à des redditions de comptes plus fréquentes, à des formes de contrôle. Le citoyen ne peut pas espérer être derrière chaque décision, mais il peut participer d'une puissance collective de surveillance, d'évaluation.

Compliciter la démocratie, c'est enfin une troisième chose essentielle : trouver les moyens de produire un commun qui fasse sens ; produire une société qui ne soit pas une simple collection d'individus. Aujourd'hui, c'est un des problèmes essentiels auxquels nous sommes confrontés.

La démocratie doit beaucoup plus résolument se définir comme mode de production d'une vie commune. Vie commune qui n'est pas simplement celle des grands moments solennels de l'effervescence électorale ou festive, mais qui est constituée du commun quotidien, de ce qui fait qu'une société démocratique se définit par le fait d'une confiance commune, d'une redistribution acceptée, du fait que l'on partage des espaces publics.

Nous sommes à un moment où il nous faut également redéfinir et enrichir la vie de la démocratie à travers une démocratie plus interactive, et non pas simplement une démocratie d'autorisation, mais où il nous faut aussi redéfinir le contrat social. Cette dimension, c'est celle d'une démocratie qui se conçoit à partir de ce qui était au cœur des révolutions américaine et française : la recherche d'une société plus égale.

C'est cette tâche qui, me semble-t-il, est devant nous aujourd'hui. Si nous reconstruisons ce commun, si nous essayons de mieux approfondir l'idée démocratique, alors la question du populisme pourra trouver une forme de réponse qui ne sera pas simplement celle d'un rejet inquiet, mais celle d'une vie démocratique élargie et approfondie. ■

## Le programme des XXVI<sup>es</sup> Rencontres

Organisées par France Culture et Le Monde, les XXVI<sup>es</sup> Rencontres de Pétrarque se tiennent jusqu'au vendredi 22 juillet à Montpellier.

Rectorat, cour Soulages, rue de l'Université, de 17 h 30 à 19 h 30 (entrée libre). Les rencontres sont animées par Emmanuel Laurentin (France Culture) et Jean Birnbaum (Le Monde). Diffusion sur France Culture, chaque samedi, jusqu'au 27 août, de 19 heures à 20 h 30. Renseignements : Franceculture.com

### Judi 21 juillet

Monde arabe et révolutions populaires  
Fethi Benslama, psychanalyste tunisien.  
Leyla Dakhli, spécialiste du Moyen-Orient contemporain, agrégée et docteure en histoire.

Vincent Geisser, sociologue et politologue, spécialiste de la sociologie politique en Tunisie.  
Benjamin Stora, historien.

### Vendredi 22 juillet

Goûts de l'élite, goûts du peuple  
Ariane Ascaride, actrice de cinéma.  
Gérard Noiriel, historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).  
Lilian Thuram, ancien footballeur international français.  
Marin de Viry, critique littéraire, chroniqueur, professeur de littérature contemporaine.  
Marc Weitzmann, auteur.